

BAPE

MÉMOIRE

LE PROLONGEMENT DE DU VALLON

De Richard l'Heureux

30 MAI 2004

Monsieur le président
Mesdames les commissaires

Bonjour

Je me présente Richard l'Heureux. Je suis originaire de la ville de Neufchâtel. Présentement, je réside à Charlesbourg. Depuis plus de 20 ans je suis propriétaire & exploitant d'une compagnie de transport de personnes, Autobus R . L'Heureux, dont le siège social est situé à Neufchâtel. Plusieurs années, j'ai œuvré au sein du conseil de loisirs de Neufchâtel pour les activités des centres communautaires des Brumes, l'Apprentissage et St-André. J'ai également été bénévole dans le comité de citoyens (nes) pour le prolongement de l'autoroute Du Vallon. Par manque de temps, j'ai laissé la place à d'autres bénévoles tout en assurant mon soutien indéfectible.

Tout le développement des quartiers avoisinant l'axe du Vallon a été dessiné avec ce lien nord-sud prévu depuis 45 ans, soit avant même les expropriations de 40 citoyens qui ont débuté au début des années 1960. Ce n'est pas pour rien que nous sommes devant un cul de sac aujourd'hui. Nous sommes des victimes de responsables ou de politiciens friands de la politique « de bouts de routes en bouts de routes » pour alimenter à long terme des promesses électorales. Ils auraient vraiment été au service des concitoyens (nes) s'ils avaient eu une vision éclairée et avait fait confiance à nos planificateurs de développement urbain. Si l'autoroute Du Vallon avait été fait à temps, il n'y aurait pas eu de BAPE et autant de friche qui sont des arguments de poids pour des groupes environnementalistes.

Tous les arguments sont bons pour arriver à leurs fins avec leur combat contre la voiture, pourtant tout cela me semble bien incohérent puisqu'un tel projet ouvre l'accessibilité au transport en commun ce qui est bénéfique pour la qualité de l'air de l'environnement. Par le fait même l'usage de transport en commun diminue la circulation de voitures. Sans aucun doute ceci devrait leur permettre de réviser leur position...

Revenons à nos propos.

Les autobus consomment plus de carburant et d'huile quand ils sont immobilisés dans les bouchons de circulation. On a de la difficulté à construire des rues en tirant une ligne droite dans la région de Québec. Pourtant la stratégie est simple et bien connue. Il suffit de penser tout le développement autour d'une ligne de façon à ce qu'on soit obligé de construire cette route en ligne droite. Dans notre cas, c'est tout autour d'un trou de beigne. Cela explique votre étonnement, M. le président, lorsque vous vous êtes interrogé au début des audiences publiques sur développement domiciliaire d'importance actuellement dans nos secteurs.

Toutes les routes construites selon un axe nord-sud de la ville de Québec sont d'une **nécessité évidente**. Imaginez s'ils aient subi le même sort que notre axe. Ce n'est pas seulement une question d'équité, c'est un besoin socio-économique même pour l'ensemble de la Ville de Québec.

Il est évident que le futur boulevard urbain apporterait beaucoup d'avantages, non seulement à ma compagnie qui a son siège social à Neufchâtel, derrière le centre commercial, mais surtout à ma clientèle nombreuse et diversifiée.

TRANSPORT EN COMMUN

Nos enfants ont des amies (es) dans tous les secteurs, car ils se connaissent souvent à l'école ou dans des activités de loisirs. Aucun parcours d'autobus inter-quartier existe actuellement pour favoriser leurs liens d'amitié. Comme ce n'est pas rentable pour le RTC de le faire à l'intérieur des artères actuelles, rien n'est fait pour ce secteur. Et c'est dix fois plus complexe lorsque nos enfants doivent utiliser nos infrastructures sociocommunautaires pour pratiquer l'ensemble de leurs activités de loisirs. J'ai été au fait des différentes tracasseries hebdomadaires des parents pour trouver des alternatives pour en arriver à ce que leurs enfants pratiquent d'une façon régulière et ponctuelle leurs activités.

Notre groupe s'est intéressé à l'avenir du transport en commun à Québec et je vais vous lire le contenu du mémoire que nous avons présenté lors de la consultation publique l'hiver dernier.